

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

ALLEMAGNE/JUSTICE. PRISON À PERPÉTUITÉ POUR L'AUTEUR D'UN MASSACRE ANTISÉMITES ÉVITÉ DE JUSTESSE

L'extrémiste de droite auteur de ce qui avait failli devenir le pire attentat antisémite de l'après-guerre en Allemagne l'an dernier a été sans surprise condamné hier à la prison à perpétuité par un tribunal allemand, une décision saluée par plusieurs organisations juives. Stephan Balliet, un Allemand de 28 ans, qui a lors des presque six mois d'audience à plusieurs reprises clamé son antisémitisme, a été reconnu coupable de deux meurtres et plusieurs dizaines de tentatives de meurtres lors de son attaque d'une synagogue de Halle (Saxe-Anhalt) en pleine fête religieuse de Yom Kippour.

CÔTE D'IVOIRE/ELECTIONS. REPRISSE DU DIALOGUE POUVOIR-OPPOSITION EN VUE DES LÉGISLATIVES

Le dialogue a repris hier à Abidjan entre le pouvoir ivoirien et l'opposition en vue des législatives, portant notamment sur la réforme de la commission électorale et la libération des hommes politiques écroués, a constaté un journaliste de l'AFP. Les violences électorales liées à la présidentielle du 31 octobre ont fait 85 morts et un demi-millier de blessés entre août et novembre.

ISRAËL/POLITIQUE. TENTATIVE IN EXTREMIS D'ÉVITER DE NOUVELLES ÉLECTIONS

À la veille d'une échéance sur la dissolution du Parlement israélien, les parlementaires s'activaient hier pour tenter de trouver un compromis de dernière minute afin d'éviter de quatrièmes élections en moins de deux ans. Si les élus n'arrivent pas à s'entendre sur un projet de budget pour la dernière année, la Knesset se dissoudra sur le coup de minuit, dans la nuit de mardi à ce mercredi, et des élections seront convoquées pour le mois de mars.

Centrafrique : situation "sous contrôle"

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

L'OFFENSIVE semble avoir fait long feu. Un porte-parole de la force de l'Onu a en effet assuré dimanche soir que la situation était "sous contrôle", dans le même temps où une coalition de l'opposition "exigeait le report des élections" du 27 décembre ("L'Union" d'hier).

Vendredi soir, trois des plus puissants groupes armés qui occupent plus des deux-tiers du pays avaient commencé à progresser sur des axes routiers vitaux pour l'approvisionnement de la capitale Bangui. Ils avaient en outre annoncé leur fusion.

Dans la foulée, le gouvernement a accusé samedi l'ex-chef de l'Etat François Bozizé de "tentative de coup d'Etat" avec une "intention manifeste de marcher avec ses hommes sur la ville de Bangui" en cette période électorale. Les élections présidentielle, avec pour favori le président sortant Faustin Archange Touadéra, et législatives sont prévues dimanche prochain.

Le parti de François Bozizé a démenti dimanche toute tentative de coup d'Etat. La France, la Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne et la Banque mondiale ont appelé dimanche François Bozizé et les groupes armés à déposer les armes.

Ces pays et institutions partenaires de la Centrafrique, membres du G5+, "demandent que Bozizé et les groupes armés alliés déposent immédiatement les armes, s'abstiennent de toute action de déstabilisation et respectent la décision de la Cour constitutionnelle du 3 décembre 2020", ont déclaré les signataires dans un communiqué commun publié dimanche.

Selon le porte-parole de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca), Vladimir Monteiro, les rebelles ont été bloqués ou repoussés dans plusieurs localités.

A Yaloké, à 220 km de Bangui, "les groupes armés ont quitté la ville", a-t-il affirmé à l'AFP. Les groupes armés ont également perdu du terrain dans deux autres localités et "la Force a envoyé des Casques bleus à Mbaïki, à 110 km au sud-ouest de Bangui, où il y a eu des affrontements samedi (...), pour bloquer des éléments armés", a-t-il poursuivi, concluant : "la situation est sous contrôle".

"Aujourd'hui, un millier d'hommes armés convergent vers la capitale, le



Photo: AFP/L'Union

La Minusca assure être parvenue à contenir l'offensive rebelle.

gouvernement a fait le choix de positionner des forces étrangères pour les contenir, le président Touadéra est dans la logique de faire la guerre", a de son côté déclaré hier, au cours d'une conférence de presse, l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé,

désormais principal challenger du président Touadéra.

Il a appelé "au dialogue" et demandé au président Touadéra "une trêve pour éviter le pire".

Auparavant, le porte-parole du gouvernement Ange Maxime Kazagui avait

déclaré que les élections auraient bien lieu dimanche.

"La position du gouvernement c'est que nous allons aux élections. Nous avons déployé énormément d'efforts pour ces élections. Les Centrafricains veulent aller voter", a-t-il tranché.

Soldats russes et troupes rwandaises



Photo: AFP

Le président Faustin Archange Touadéra dont des gardes privés de sociétés russes et le contingent rwandais de la Minusca assurent la protection.

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

MOSCOU, qui a clairement exprimé hier sa "sérieuse inquiétude" face à la crise en Centrafrique, n'avait pas encore confirmé officiellement l'information donnée par Bangui : "plusieurs centaines" de soldats russes ont été envoyés en Centrafrique (Bangui), trois jours après une offensive de trois groupes armés qualifiée de "tentative de coup d'Etat" par le gouvernement, à moins d'une semaine des élections présidentielle et législatives.

"La Russie a envoyé plusieurs centaines d'hommes des forces régulières, et des équipements lourds",

a ainsi déclaré le porte-parole du gouvernement centrafricain, Ange Maxime Kazagui, précisant que ce déploiement s'effectue dans le cadre d'un accord de coopération bilatérale, sans toutefois en préciser leur nombre exact ni la date de leur arrivée.

Des gardes privés employés par des

sociétés russes de sécurité assurent la protection rapprochée du président Faustin Archange Touadéra et des instructeurs forment les forces armées centrafricaines.

Même réaction de Kigali qui a, lui aussi, envoyé des troupes en Centrafrique où ses soldats servant sous mandat onusien ont été "pris pour cible par les rebelles" de l'ex-président François Bozizé, a annoncé dans la nuit de dimanche à lundi le ministère rwandais de la Défense.

Le Rwanda est l'un des principaux pays contributeurs de la Mission des Nations unies en République centrafricaine (Minusca) depuis son déploiement en 2014. La Minusca compte environ 11 500 Casques bleus. Le contingent rwandais de la Minusca est notamment chargé de la sécurité du président centrafricain et de la protection du palais présidentiel.

• Dernière minute.

Moscou a démenti hier tout envoi de "troupes" en Centrafrique. "Nous n'envoyons pas de troupes, nous respectons toutes les exigences des résolutions de l'Onu", a cependant assuré Mikhail Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères. "Nous avons naturellement des gens là-bas, en vertu de nos accords avec le gouvernement centrafricain, de nos accords sur la formation de cadres et le travail de nos instructeurs", a précisé M. Bogdanov.